

## Séance d'ouverture du 13 octobre 2015

Discours de Mme Christine Defraigne,  
Présidente du Sénat

Chers Collègues,

Je vous remercie de votre confiance renouvelée.

Notre Sénat issu de la 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat a maintenant un an. Est-ce le plus bel enfant que « la mère 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat » ait fait ? Il aurait pu être plus beau, plus grand, plus fort, mais il est né vivant et on l'espère, viable.

Un an, l'âge où l'on commence à parler, à balbutier, à marcher, l'âge où l'on fait ses premières dents. L'âge où l'on a encore besoin de soins jaloux.

Vous dire que cette année qui vient de s'écouler fut facile, fut d'une évidence solaire, serait travestir la réalité.

Notre Sénat a essuyé quelques tirs de mortiers, des attaques dures, injustes, qui ont affecté notre personnel, mais aussi blessé ceux qui dans notre Sénat souhaitent travailler loyalement à l'exécution de cette 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat et bien sûr afficher un bilan en fin de législature.

Néanmoins, nonobstant les circonstances, nous avons rempli notre feuille de route en termes statistiques : 12 séances plénières, 85 séances de commission.

Sachant que nos sénateurs sont pour 50 d'entre eux occupés dans leurs assemblées régionales et communautaires, je les félicite de leur assiduité.

Les difficultés ne doivent pas nous détourner de notre route.

Nous n'avons pas à être nostalgiques du Sénat d'avant, mais comme le disent d'éminents membres de cette assemblée, il faut exécuter toute la réforme, rien que la réforme, ni plus ni moins.

Le monde est devenu encore plus incertain, fragile, dangereux. En même temps que la communauté internationale plaide pour les objectifs de développement durable, elle tente d'éradiquer désespérément les causes du terrorisme et de faire

face à cette menace mondiale. La guerre froide a repris du galon et la destruction annihile notamment le Moyen Orient. Le cortège des horreurs est long à énumérer.

L'Europe à est à là peine. On avait déjà presque oublié la crise grecque, jusqu'à ce qu'elle ressurgisse. Cette crise a dévoilé sans fard les lézardes de cette union purement financière qui ne s'est fondée, ni sur une véritable union économique, ni sur une véritable union sociale.

La voilà frappée de plein fouet par une crise de la migration qu'elle n'avait pas anticipée. Là encore, son manque de cohésion s'expose hélas à la face de tous.

Dans cette ambiance généralisée de chaos et de désarroi, il n'est pas inutile de s'arrêter un instant sur notre rôle.

J'ai la ferme conviction qu'en ces temps troublés, il est indispensable d'avoir des espaces où l'on recherche plus ce qui unit que ce qui divise, où l'on est en quête de la synthèse, plutôt que de l'antithèse et où l'on propose des solutions, des recommandations après avoir clairement posé les diagnostics.

Devenons ce que nous sommes. Notre ADN a toujours été celle d'une chambre de réflexion, en dehors de l'immédiateté, de la pression politique. Nous cherchons la profondeur de l'analyse pour mieux gagner la pertinence de l'action politique.

Dans notre Etat, petit, composé d'une mosaïque difficile à comprendre - pas uniquement pour ceux qui font l'effort de s'intéresser au laboratoire constitutionnel belge - mais également pour nos concitoyens, notre rôle est fondamental dans un état fédéral. Ces thèmes que nous creusons, la condition de la femme 20 ans après Pékin, la pauvreté infantile, la coparentalité, mais aussi le radicalisme, les questions de mobilité, la transposition du droit européen, bientôt la question du climat, démontrent que les problèmes ne s'arrêtent pas à la frontière linguistique.

Si l'on veut cultiver le vivre ensemble dans notre Etat - la majorité de nos citoyens le souhaitent encore - nous devons oser le temps de l'analyse, sans complaisance, de voir ce qui se fait - ou non - dans les différentes communautés du pays, définir la façon de mieux travailler ensemble, pour éviter, pour le bien-être de notre population, les contradictions entre des mesures qui se prennent au nord, au sud ou au centre du pays, ou qui ne se prennent pas.

Nous devons aussi servir d'aiguillon vis-à-vis de l'Etat fédéral, parce que nous représentons les intérêts des entités fédérées. La loyauté fédérale implique la vigilance, le contrôle, mais aussi une certaine bienveillance mutuelle.

Je formule le vœu que ces importants matériaux, certains aboutis, d'autres à terminer que sont les rapports d'information servent, à la fois de débat, mais aussi de propositions dans nos entités fédérées. Que les meilleures pratiques de nos différents parlements et gouvernements puissent inspirer leurs homologues fédérés et bien sûr le fédéral.

Nous ne devons pas oublier non plus que notre Sénat est aussi le lieu où l'on pourrait trouver l'apaisement et en tout cas des propositions de solutions communautaires le cas échéant.

Oh, je sais qu'il n'y a aucun problème communautaire dans notre pays, que tout cela relève du pur fantasme, mais sait-on jamais, s'ils venaient à ressurgir, notre compétence, notre expertise sont toutes désignées.

Notre Sénat a cette caractéristique de ne contrôler ni censurer aucun gouvernement. Cela le rend particulier - car s'il conserve des compétences fédérales avec une logique de majorité fédérale et d'opposition - il peut aussi, suivant les questions abordées, se faire la synthèse des sensibilités différentes. Ici plus qu'ailleurs, les frontières classiques entre majorité et opposition peuvent-elles se modifier et se nuancer.

In fine, il faut de toute façon une majorité et une minorité, car nous sommes un Parlement et pas un Rotary.

La vie politique nous apprend qu'un jour, on peut être dans la majorité, un jour dans la minorité.

C'est la raison pour laquelle les procédures sont si importantes et le respect des droits des uns et des autres, capital.

Lorsque je plaçais, dans mon autre vie, une des premières fois en Cour d'Assises, l'avocat pénaliste chevronné qui m'accompagnait me trouvait trop zélée à l'égard du Président, particulièrement désagréable avec la défense. Il m'a alors dit : « *N'oublie jamais que tu peux te retrouver demain de l'autre côté.* ». En l'espèce, à la défense.

J'ai toujours intégré cette réflexion dans ma vie politique. Je trouve qu'elle est vraiment particulièrement adaptée à notre assemblée qui témoigne qu'une

grande plasticité, dans la façon dont nous pouvons nous accorder, nous désaccorder, trouver des compromis, ou pas.

Chers Collègues, vos réflexions, suggestions, conseils, critiques, et quand même (de temps en temps) encouragements, me sont précieux. Je les reçois avec beaucoup d'attention, particulièrement puisqu'il s'agit de construire, de façonner un nouveau visage à notre assemblée et définir les contours de son futur.

Je ne justifierai pas l'existence du Sénat, on l'a dit et redit. Je ne veux pas être sur la défensive, mais à l'offensive.

Je voudrais me tourner vers le personnel et lui dire qu'après des années d'incertitude et de flottement, petit à petit, nous reconstruisons l'architecture de notre administration. Cela leur paraît parfois lent, parfois difficile, mais c'est avec ténacité que nous y voyons plus clair.

Un nouvel organigramme se met en place et exécute cette 6<sup>ème</sup> réforme de l'Etat, mesure de gestion rigoureuse.

Mon souci est de donner un cap à cette Institution. Le personnel a parfois eu l'impression d'être durement traité dans les médias. Je souhaite qu'il retrouve son épanouissement au sein de notre institution. Il doit savoir que la continuité du service public, alliée au bien-être, sont le souci constant du Comité de Gestion, qui travaille dans une saine ouverture et collaboration.

Je remercie aussi les fonctionnaires généraux et les directeurs qui gèrent la difficile transition et qui accompagnent la mise en place d'une nouvelle équipe qui verra le jour, dans quelques mois.

Merci à tous de partager cette aventure - il y a en certainement des plus dangereuses - avec moi.